Maître,

Nous sommes actuellement en conflit avec les commerçants, les patrons d entreprises, les institutions, en raison des faits suivants :

« L’obligation »vaccinale anticonstitutionnel, tous salariés dépend des conventions collectives, aucun accords ni avenant au contrat nous sont soumis, harcèlement, discrimination….

Les thérapies géniques en phases d Essais sont injectés sans consentements éclairés, le conseil de l Europe interdit les essais sur le génome humains et pourtant mondialement, les médicaments ont été interdits pour la mise en place de cette vaccination de masse.

Nous souhaiterions que vous nous défendiez et rejoignez l' l’engagement de ces actions en justice à notre encontre et faire appel aux services du collectif réaction 19, qui peut vous rémunérer d’un Avocat pour m’assister et me représenter en justice. Je vous prie donc de bien vouloir assurer ma défense dans cette affaire.

Dans cette optique, nous-vous m’indiquons les remarques suivantes pour votre prise de décisions et engagement :

 -Autorisation de mise sur le marché qui a été donnée aux fabricants en procédure accélérée par l Agence européenne des médicaments (EMA) est conditionnelle. Selon l EMA, ce type d autorisation est délivrée < sur la base de données moins complètes que ce qui est normalement requis > et suppose que le fabricant s engage à < fournir des données cliniques complètes à l avenir >.

 Les rapports européens publics d évaluation (EPAR) rendus au sein de l Agence européenne des médicaments pour Pfizer et Moderna indiquent que les laboratoires pharmaceutiques doivent encore :

 fournir les résultats de l essai principal, qui se poursuit pendant deux ans

L autorisation de mise sur le marché a été octroyée à Pfizer le 21 décembre 2020 jusqu’ en décembre 2022. Le rapport final de l étude clinique sera remis en décembre 2023.

 Pour Moderna, l autorisation a été donnée le 6 janvier 2021 jusqu en janvier 2023. Le rapport final de l étude clinique sera remis en décembre 2022.

Le fait qu’il s agisse d une vaccination en phase expérimentale ne saurait donc faire de doute.

Pour les deux autres vaccins, l autorisation de mise sur le marché est également conditionnelle. Le vaccin AstraZeneca a été autorisé le 29 janvier 2021 et le vaccin Johnson & Johnson le 11 mars 2021.

Les sociétés qui les commercialisent devront continuer de de fournir les résultats des essais cliniques, qui sont en cours , comme l indiquent les rapports d évaluation du premier et du second. Pour AstraZeneca, les rapports d étude cliniques finaux > sont attendus le 31 mai 2022. Ceux du vaccin Johnson & Johnson sont attendus le 31 décembre 2023

. La formule < essai clinique > utilisée par l Agence européenne est sans équivoque. Cette notion est définie par la directive 2001/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001. Selon ce texte, un essai clinique est une < investigation menée chez l homme, afin de déterminer ou de confirmer les effets cliniques, pharmacologiques et/ou les autres effets pharmacodynamiques d un ou de plusieurs médicaments expérimentaux (.) dans le but de s assurer de leur innocuité et/ou efficacité >. On notera, par exemple, qu'en dehors mêmes des incertitudes relatives à leur technique spécifique – ARNm ou ADN recombiné[14] -, < aucune étude de cancérogénicité n a été réalisée > pour le vaccin Moderna et < aucune étude de génotoxicité ou de cancérogénicité n a été réalisée > pour les vaccins Pfizer, AstraZeneca et Johnson & Johnson.

L ensemble de ces informations suffisent à convaincre que la pandémie de covid-19 a conduit les autorités sanitaires à autoriser une expérimentation vaccinale à grande échelle inédite dans l histoire de la médecine. En période d urgence, rien ne parait juridiquement s y opposer tant sur le plan de la santé individuelle afin de protéger les personnes vulnérables que sur le plan de la santé publique pour éviter la saturation des structures hospitalières. En revanche, le caractère expérimental de la vaccination invite le juriste à en recontextualiser l usage, car en cette matière, le droit interne comme le droit international ont historiquement construit la notion de consentement du sujet comme garde-fou pour empêcher toute dérive . Dès lors, ce principe du consentement semble suffisamment bien établi pour constituer un obstacle à l obligation vaccinale aussi longtemps que les phases de tests cliniques ne seront pas terminées .

**Voici le rapport VAERS édifiant sur les effets secondaires et morts du a la vaccination.**

<https://bu6mlwgiy64jl2cmhbazvvcb4m-ac5fdsxevxq4s5y-www-openvaers-com.translate.goog/>

<http://www.revuedlf.com/droit-administratif/sur-la-liceite-dune-obligation-vaccinale-anti-covid/>

<https://petition-passeport-sanitaire.com/signature>

Voici l'Association avocats à rejoindre si vous souhaitez nous soutenir et aider dans notre région

**Maître Brusia**

<https://reaction19.fr/>

reaction19fr@gmail.com

**Maître Divizio**

https://www.divizio.fr/recours/recours-pass-sanitaire/

Ici d autres collectifs

<https://bonsens.info/referents-locaux/>

<https://reinfocovid.fr/>

Pour vous réinformer face aux propagandes médiatiques

<https://reinfocovid.fr/>

**Actions en cours** :

https://bonsens.info/vous-pouvez-vous-opposer-a-la-violation-de-votre-secret-medical-organisee-par-la-cnil/

<https://petition-passeport-sanitaire.com/signature>

CREATION D’UNE COMMISSION D’ENQUÊTE CITOYENNE INTERNATIONALE

https://www.infovaccin.fr/plaintes.htmlhttps://www.infovaccin.fr/

Dans l’attente de votre réponse, veuillez agréer, Maître, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature

Pj phase d études

Astra zeneca

<https://clinicaltrials-gov.translate.goog/ct2/show/NCT04516746?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=ajax,nv,elem>

Phases d études vaccins Jansen

<https://clinicaltrials-gov.translate.goog/ct2/show/NCT04505722?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=ajax,nv,elem>

Phase étude vaccins pfiezer

<https://clinicaltrials-gov.translate.goog/ct2/show/NCT04368728?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=ajax,nv,elem>

Phases d’ études vaccins moderna

<https://clinicaltrials-gov.translate.goog/ct2/show/NCT04470427?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=ajax,nv,elem>